

moyenne avant 2009 qui s'élevait à environ 17,6% entre 2006 et 2008. Le secteur secondaire (manufacture, bâtiments, industrie alimentaire) s'est également montré résilient avec une contribution moyenne de 11,7% après 2009 contre 2,6% entre 2006 et 2008.

Banques et Assurances

Après les graves crises financières de la décennie 90, le pays enregistre ces dernières années des flux importants d'investissements provenant des institutions financières bancaires et non bancaires. A ce jour, le système financier congolais est composé de : 18 banques commerciales, 1 caisse d'épargne, 3 institutions financières spécialisées, 3 établissements de monnaie électronique, 2 coopératives d'épargne et de crédit, 23 institutions de micro-finance, 55 messageries financières et 15 bureaux de change.

Le taux de bancarisation et le taux directeur de la Banque Centrale quant à eux, se situent respectivement à 3% et 2%. Le marché reste donc ouvert pour les nouveaux investisseurs qui en expriment l'intérêt.

S'agissant des assurances, il a été mis fin au monopole ayant caractérisé ce secteur depuis plusieurs années, par la libéralisation du secteur, laissant ainsi la place à la compétition. Cette réforme substantielle vient garantir davantage les investissements en R.D.C contre les éventuels sinistres et améliore la gestion des risques.

Energie

Le secteur de l'électricité en RDC est réglementé par la Loi n°14/011 du 17 juin 2014. Ce cadre légal vient instituer le libéralisme dans ce secteur vital de l'économie, en favorisant l'entrée du secteur privé afin d'accroître de manière considérable, le taux de l'électrification nationale estimé aujourd'hui à 9,6%.

Le pays regorge d'énormes atouts pour le développement du secteur d'énergie : (i) un potentiel hydroélectrique de 100.000 MW (23% du potentiel mondial et 37% du potentiel africain) ; (ii) 52% des réserves d'eau douce en Afrique et (iii) diverses potentialités dans les énergies renouvelables (solaire, éolienne, biomasse, géothermique, etc.). A l'horizon 2050, le Gouvernement souhaiterait porter les taux de desserte en électricité à 95%.

Agro-industrie

Le pays regorge d'énormes potentiels pour le développement du secteur agricole : (i) 80 millions d'hectares de terres arables et 4 millions d'hectares de terres irrigables ; (ii) un potentiel halieutique de 700.000 tonnes de poissons par an et (iii) des vastes étendues de pâturages permettant d'élever plus de 40 millions de têtes de gros bétail.

L'Agro-industrie constitue l'une des filières prioritaires dans le cadre de la relance du tissu industriel national. Dans sa vision, le Gouvernement se propose de développer vingt-deux parcs agro-industriels dont celui de Bukanga Lonzo déjà opérationnel. Un appel est donc lancé au secteur privé pour développer leurs activités tout au long de la chaîne de valeurs du parc-agroindustriel de BUKANGA LONZO. Le Gouvernement s'apprête à créer un 2ème parc agro-industriel à Luozi au Kongo-Central. Plus de 70% des produits agro-industriels consommés au pays sont d'origine importés. D'où la nécessité d'avoir des investissements nouveaux productifs dans ce secteur pour contribuer à l'amélioration de la balance commerciale.

Tourisme

Le pays regorge de plusieurs opportunités pouvant permettre au secteur privé de développer ses activités dans : l'éco-tourisme, la réhabilitation du jardin botanique d'EALE, la création d'un transport touristique fluvial et plaisance, etc.

Le tourisme constitue l'un des secteurs devant contribuer efficacement à la croissance inclusive de la R.D.Congo. Le pays regorge d'énormes potentiels pour le développement de ce secteur : (i) 12% du territoire érigé en aires protégées ; (ii) 7% parcs nationaux et 57 réserves naturelles ; (iii) 4 espèces endémiques (Gorilles de montagne, Okapi, Bonobo et Paon Congolais) et une variété d'écosystèmes couvrant près de 145 millions d'hectares de forêt.

INFRASTRUCTURES

Le pays dispose d'énormes potentiels pour le développement de ce secteur : (i) un réseau routier long de 152.400 Km réparti comme suit : - Route d'intérêt Général : 58.129 km ; - Route d'Intérêt Local ou pistes rurales : 86.871 km ; - 17.245 km de routes provinciales secondaires. Seuls plus ou moins 3000 km revêtus ; (ii) un réseau ferroviaire de 5.033 km à réhabiliter totalement ; (iii) un réseau maritime, fluvial et lacustres de 16.238 km à baliser, draguer et exploiter ; (iv) 270 plateformes aéroportuaires à reconstruire ; (v) 2 ports maritimes internationaux à moderniser ainsi que plusieurs ports intérieurs à équiper et à draguer, routes d'interconnexions des Pôles économiques.

S'agissant particulièrement du transport aérien, la RD Congo dispose de 500 pistes d'atterrissage, dont 101 ouvertes à la circulation publique et dont 3 au trafic international (Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani). En outre, il existe 4 principales compagnies de fret en liaison vers et à partir de Sharjah, le Luxembourg, et Addis-Abeba et 13 compagnies aériennes internationales desservent la RD Congo, y compris Bruxelles Airlines, Turkish Airlines, South African Airways, Air France, Ethiopian Airlines, Asky, et Royal Air Maroc. Une nouvelle compagnie nationale de l'Etat vient de voir le jour.(Congo Airways) en vue de desservir les lignes intérieures qui accusent des déséquilibres énormes en termes d'offre et dans la perspective de s'ouvrir aux vols internationaux.

Plusieurs opportunités s'offrent aux investisseurs, notamment : (i) la construction du Port en Eau profonde à Banana ; (ii) la construction des lignes de chemin de fer (Banana- Matadi-Kinshasa-Ilebo) ; (iii) la modernisation des ports intérieurs de la SCTP ; (iv) la modernisation des voies ferrées de la SNCC et la SCTP, etc.

Investissements Directs Etrangers (IDE) de 2010 à 2014 (En million de USD)

Flux d'investissements	Années				
	2010	2011	2012	2013	2014
IDE Entrants	2.939,3	1.686,9	3.312,1	2.098,2	2.063,2
IDE Sortants	7,2	90,9	420,5	400,7	343,6
IDE Nets	2.932,07	1.596,02	2.891,61	1.697,59	1.719,57

Source : Balance des Paiements de la RDC, Banque Centrale du Congo, Janvier 2015.

ANAPI : Agence de facilitation et d'accompagnement des investisseurs

L'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANAPI) est un établissement public à caractère technique dotée d'une personnalité juridique et de l'autonomie de gestion. Elle est sous la tutelle du Ministère du Plan et Révolution de la Modernité.

En vertu de la loi n° 004/2002 du 21 Février 2002 relative au Code des investissements, et du Décret n°09/33 du 8 Août 2009, du Premier Ministre portant statut, organisation et fonctionnement de l'ANAPI, les principales missions de l'Agence sont comme indiquées ci-après :

- Travailler en faveur de l'amélioration du climat des affaires à travers les réformes substantielles ;
- Promouvoir l'image positive de la RDC comme la meilleure destination des investissements en Afrique;
- Diffuser envers les investisseurs nationaux et internationaux les atouts et les opportunités d'investissement du pays de manière à les inciter à investir en RD Congo;
- Fournir divers services aux investisseurs afin de faciliter leur implantation et leur compétitivité;
- Octroyer des incitations douanières et fiscales aux investisseurs dont les projets sont éligibles aux avantages du Code des Investissements.

Contacts : +243 9999 25 026 / B.P. : 1797 Kinshasa 1 / www.investindrc.cd



INVESTIR EN RD CONGO



ANAPI - Agence Nationale pour la Promotion des Investissements

GENERALITES SUR LA RD CONGO

Dotée du grand fleuve Congo, de plusieurs volcans et de lacs, ainsi que de diverses forêts tropicales renfermant gorilles, chimpanzés nains et okapis, la République Démocratique du Congo constitue un immense pays situé au cœur de l'Afrique, à cheval sur l'équateur. Avec une superficie de 2.345.410 km², la RD Congo partage 9.165 km de frontières avec les pays voisins : l'Angola, le Burundi, la République Centrafricaine, la République du Congo, le Rwanda, le Sud Soudan, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie. Avec 37% du potentiel hydroélectrique africain et 23% du potentiel mondial, 47% des forêts tropicales africaines et 6% des réserves tropicales mondiales, et offrant une possibilité d'exploiter une quasi-pleine gamme de minéraux existant sur la planète et des quantités importantes d'hydrocarbures, l'importance des ressources naturelles de la RD Congo ne peut être sous-estimée. La RD Congo a été une République unitaire depuis 2006 à la suite de la nouvelle constitution qui a été approuvée par référendum en 2005, et a atteint un remarquable redressement économique depuis ces dernières années. Avec un nouveau gouvernement démocratiquement élu en 2006 et 2011, un environnement macroéconomique stable caractérisé par la baisse du taux d'inflation et un taux de croissance moyen du PIB de près de 8,2% pour les trois dernières années, une importante main-d'œuvre disponible et jeune, la croissance dans les secteurs privé et financier, et des améliorations dans la restructuration de la banque centrale ont déjà témoigné une augmentation de la confiance des investisseurs et des clients. Dans le cadre de la nouvelle politique économique du gouvernement, le pays a été doté depuis 2002 d'un nouveau Code des Investissements (Loi n° 004/2002 du 21 février 2002) visant à favoriser le développement des affaires et la sécurité des investissements. Le Code des Investissements établit l'égalité de traitement entre les investisseurs nationaux et étrangers, simplifie les procédures d'agrément, et octroie des avantages fiscaux, parafiscaux et douaniers.



Données générales sur la RDC

Superficie : 2.345.410 km², y compris 37 km sur la côte de l'Océan Atlantique

Population 2015 : 71 millions

PIB 2015 : USD 37,39 milliards

Taux de croissance PIB 2010-2015 : 7,83%

Taux d'inflation (2015) : 0,82%

Taux de croissance

Taux de croissance PIB/habitant (2015) : 3,8%

PIB/habitant (en USD courant) : 531,2

Capitale : Kishasa

Langues Français (officielle et des affaires), Lingala, Tshiluba, Swahili et Kikongo

Monnaie : Franc Congolais (FC)



7 RAISONS D'INVESTIR EN RD CONGO

1. La RDC, terre aux multiples potentialités et opportunités d'investissement ;
2. Infrastructures de base en pleine réhabilitation et modernisation sur l'ensemble du pays ;
3. Une économie florissante et prometteuse ;
4. Une main-d'œuvre abondante, qualifiée et bon marché ;
5. Un environnement des affaires de plus en plus attractif et compétitif ;
6. Un environnement politique davantage propice et rassurant ;
7. Un vaste marché au cœur de l'Afrique.

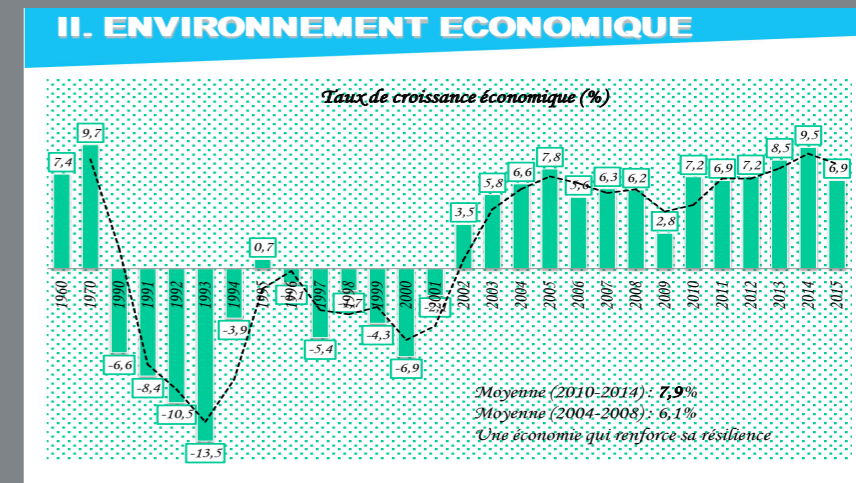
CARACTÉRISTIQUES DU CLIMAT DES AFFAIRES ET DES INVESTISSEMENTS EN RD CONGO

- Interdiction de nationalisation et d'expropriation;
- Liberté de transfert des revenus générés ;
- Mise en place d'un Guichet Unique de Création d'Entreprise (délai de création : 3 jours) ;
- Mise en place de zones économiques spéciales ;
- Libéralisation du secteur des assurances, de l'électricité et de l'eau ;
- Mise en place de Tribunaux de commerce et de Tribunaux du travail ;
- Mise en place des mécanismes de sécurisation des investissements :
 - Adhésion de la RDC à la MIGA (Agence multilatérale de garantie des investissements) ;
 - Adhésion de la RDC à l'ACA (Agence Africaine d'Assurance) en vue d'obtenir l'assurance des crédits d'exportation, l'assurance contre les risques politiques, l'assurance des investissements et d'autres produits financiers pour permettre la réduction des risques des affaires et les coûts ;
 - Adhésion de la RDC à l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation des Affaires en Afrique) ;
 - Membre du CIRDI (Centre international de règlement des différends sur les investissements), basé à Washington City ;
 - Ratification en 2016 des accords de protection réciproque et de promotion des investissements avec certains pays dont la Chine, Luxembourg, le Portugal, l'Italie, etc.
- Simplification de la parafiscalité intérieure ;
- Adoption de plusieurs conventions bilatérales sur la protection réciproque et la promotion des investissements entre les pays amis de la RD Congo ;
- D'autres réformes sont en cours d'adoption au sein du Gouvernement.

ÉCONOMIE

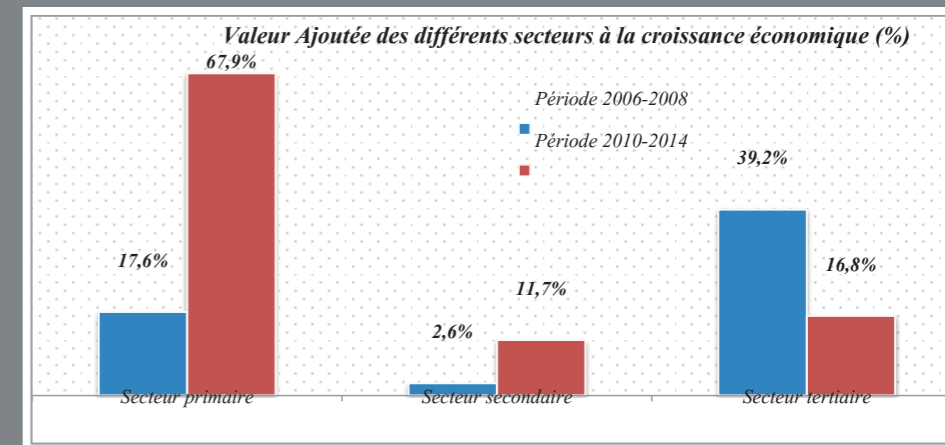
Entre 1989 et 2001, le PIB réel de la RDC avait reculé de 48,7%. Cette longue période de repli de l'activité économique a été relayée par le retour de l'expansion économique à partir de 2002. Celle-ci a été attestée par une augmentation du PIB réel de 123,6% entre 2002 et 2014. L'évolution en cause s'est cristallisée et affermie.

Certes, l'augmentation du PIB réel de l'économie congolaise est restée longtemps en deçà de la moyenne de l'Afrique subsaharienne ; elle a été entre 2002 et 2009, de 5,6% contre 6,6% pour cette partie du continent. Cependant, entre 2010 et 2015, la croissance de la RDC (7,83% en moyenne) s'est consolidée et a dépassé la moyenne africaine estimée à 5,3% pour la même période. La caractéristique principale de cette croissance semble avoir été sa résilience, mais sur fond de vulnérabilités, du fait notamment de l'importance relative du secteur des ressources naturelles dans le PIB.



Source : Généré à partir des données de la BCC, 2014

La R.D.C continue à afficher de forts taux de croissance à court et moyen terme grâce notamment au dynamisme retrouvé des activités minières et aux perspectives de développement de l'activité agricole. Sa croissance annuelle qui a été estimée à 7,7% en moyenne entre 2010 et 2015 avec un pic de 9,5% en 2014, est passée en 2015 à 6,9%.



Source : Revue Congolaise de politique économique, Volume 1, numéro1, Primature, mars 2015.

Le regain de l'activité économique au cours de la décennie 2000 reste principalement marqué par les performances enregistrées au niveau du secteur primaire (principalement l'extraction minière et pétrolière). En effet, entre 2010 et 2014, la contribution moyenne de ce secteur à la croissance a été de 67,9%, nettement supérieure à sa contribution